

# DIRECTION DE L'ENGAGEMENT SOCIÉTAL

PROJET D'ÉVOLUTION D'ORGANISATION

**PROJET**

**CSE DU 22 NOVEMBRE 2023**

**AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT  
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ**



1

Éléments de contexte  
Rappels

# La réglementation Finance durable et extra financière s'intensifie et mobilise fortement les fonctions centrales

Une **réglementation** nouvelle et contraignante (guide BCE, taxonomie, CSRD, CS3D, Paquet Bancaire) qui met notamment l'accent sur la **normalisation des référentiels de durabilité** (taxonomie), la **transparence des engagements** (CSRD), leur **intégration opérationnelle** dans toutes les activités du groupe (guide BCE, taxonomie, CS3D, Paquet Bancaire et indirectement la CSRD, SFDR et réglementation MIF II), et la **complétude** de la couverture des **enjeux** (taxonomie, CSRD, CS3D) et des **risques** (Guide BCE, pilier III ESG).

Réglementation	Enjeux	Horizon
Guide BCE	Plan d'action / implémentation du plan sur la <b>gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et le reporting et intégration des recommandations BCE</b> suite à la revue thématique	30/06/2024
Plan de Vigilance (FR et Directive EU)	<b>Cartographie des risques relatifs aux incidences négatives</b> sur les droits de l'homme et l'environnement et des mesures mise en place. Cette approche doit être articulée <b>avec l'analyse de matérialité</b> de la CSRD et dans la continuité du devoir de vigilance français. Essor du contentieux dans le cadre du devoir de vigilance Français, ce qui génère des enjeux sur la <b>complétude</b> de couverture du devoir de vigilance <b>notamment le correct traitement des dossiers &amp; clients sensibles.</b>	En vigueur pour le devoir de vigilance 2 ou 3 ans après l'entrée en vigueur de la directive EU
Directive (UE) 2022/2464, dite « CSRD » (Corporate Sustainability Reporting Directive)	Transparence sur le plan de transition qui va générer l'attention sur la <b>crédibilité de ces plans et leur déploiement opérationnel. Grande exigence sur la qualité de données.</b> Analyse de matérialité d'impact et financière qui a des conséquences majeures sur la communication du groupe et les impacts opérationnels (disclosures détaillées et politiques & cible associées aux sujets considérés comme matériels). Elle passe par une <b>consultation structurée</b> des parties prenantes. <b>38 CRs sur 39 sont assujetties ainsi que certaines entités jusqu'à présent exonérées de DPEF (CACIB...)</b>	Reporting 2025 sur 2024
Taxonomie	<b>Référentiel de durabilité de 104 activités économiques</b> , socle de différents dispositifs de reporting (green asset ratio, « capex vert » pour les entreprises... Ce référentiel constitue le <b>socle du cadre de référence des actifs et passifs durables</b> validé par le comité actif/passif ESG au S1 2023	2022
SFDR et MIF II	<b>Dans le cadre de l'investissement</b> , publication d'une <b>politique de durabilité</b> par les entités concernées, <b>classification de la durabilité</b> (art. 8 / 9) et recueil <b>des préférences ESG auprès des clients</b>	2022
CRD6	Elaboration par l'organe de direction de plan de transition et d'objectifs quantifiables sur l'ESG. Intégration dans le SREP et <b>attente sur l'intégration opérationnelle du plan et des objectifs ESG</b>	2025 (projet)

# Le scope de risques environnementaux et sociaux s'élargit et requiert une approche rigoureuse et cohérente adoptée par toute les entités du Groupe

L'enjeu du **climat** reste prépondérant, l'enjeu de la **biodiversité** émerge également (COP, TNFD ...) de même que le risque **légal, réputationnel ou de greenwashing** (actions en justice, respect des engagements ...). La gestion de enjeux sont d'autant plus importants que la matière sous-jacente est vivante, technique et spécifique, ce qui nécessite de disposer notamment, de **capacités d'accompagnement** des métiers, de **politiques globales** et l'activation de **méthodes et d'expertises spécifiques dans la prise de décision**.

Risques	Enjeux	Horizon
<b>Climat</b> : trajectoire & risque	Enjeux de déclinaison opérationnelle des <b>engagements Net Zero pris par le groupe</b> et des risques (physiques et transition) nécessitant <b>des normes méthodologiques, une intégration dans tous les processus du Groupe et un suivi du respect des engagements</b> .	2023 puis les années suivantes
<b>Capital naturel et biodiversité</b> : trajectoire & risque	De nombreuses initiatives sont développées sur le capital naturel et la biodiversité (ambition d'objectifs internationaux – COP / TNFD/ Loi LEC29 / Loi sur la déforestation ...). Le groupe vient de publier un <b>position paper</b> en matière de biodiversité, travailler sur l'élaboration des métriques afin de préparer les <b>obligations de reporting</b> (CSRD) et un futur <b>déploiement opérationnel</b> .	2023 - 2025
<b>Autres dimensions sous régulation</b> : contrôle de la pollution, transitions vers l'économie circulaire, utilisation des ressources aquatiques	Ces dimensions font partie de la taxonomie et ne sont pas, en tant que telles, suivies dans notre Groupe. Préservation des ressources, de notre environnement, de notre santé, permettre le développement économique et industriel des territoires, réduire les déchets et le gaspillage : l'économie circulaire est un modèle économique qui vise à répondre à ces enjeux.	2023 - 2025
<b>Cohésion et risque sociaux</b>	Travaux à engager pour déterminer le positionnement et les ambitions du Groupe en matière de cohésion sociale, Les enjeux en matière de reporting couvrent désormais la politique sociale, les employés (rémunérations, conditions de travail, égalité de traitement, droits humains), les travailleurs dans la chaîne de valeur, les communautés impactées, et les consommateurs et utilisateurs finaux pour les standards sociaux.	2024 - 2025
<b>Risque légal, réputationnel</b> nécessitant des politiques sectorielles RSE	Le risque légal et de réputation relatif aux activités du Groupe est croissant en lien avec la conduite des affaires, les impacts environnementaux et sociaux potentiellement négatifs des activités des clients, la gestion des relations avec les fournisseurs, la prévention et détection de la corruption, etc. La compréhension et la maîtrise de ces risques et impacts passe notamment par i) des analyses spécifiques puis ii) la mise en place de <b>politiques sectorielles RSE globales</b> et iii) <b>l'instruction des dossiers et clients sensibles par des équipes ayant les expertises adaptées</b> . Ces enjeux couvrent également en liaison avec la Conformité <b>la prévention du risque de Greenwashing</b> : travaux en cours (EBA, ESMA)	Court terme



# Les Parties prenantes interpellent fréquemment le Groupe et n'hésitent plus à judiciariser leur revendications sur des thématiques désormais foisonnantes

La **pression des parties prenantes** sur les enjeux ESG **s'accroît considérablement** avec la **multiplication des contentieux**, qui s'appuient notamment sur le devoir de vigilance, des parties prenantes **de plus en plus nombreuses, diverses et activistes**, des attentes sur la **capacité de la banque à orienter ou à sanctionner en tant que financeur et investisseur** et une **multiplication des thèmes d'attention** : le **climat et les énergies fossiles** mais aussi les impacts sur l'**environnement**, la **préservation de la biodiversité**, les **droits humains**, l'impact sur les **communautés locales** et la contribution à la **cohésion sociale**...

Exemple de thématiques	Enjeux	Horizon
<b>Plan de vigilance</b>	<b>Multiplication des contentieux</b> , avec une accélération depuis 2021 : BNPP est visée 2 fois sur le climat /le financement des énergies fossiles et la déforestation, et plus de 10 autres entreprises sur des sujets variés : climat, pollution, biodiversité, droit des communautés locales, droit des travailleurs dans la chaîne de valeur, liberté syndicale et droit des femmes, utilisation des données ....	Court terme
<b>Droits humains</b>	Sensibilité accrue des parties prenantes concernant les travaux engagés sur le respect des droits humains par les entreprises multinationales	Court terme
<b>Déforestation</b>	Impact sur les <b>groupes agro-alimentaires et leur chaîne de valeur</b> , de la nouvelle loi européenne visant à bannir l'importation dans l'UE de produits issus de la déforestation (cacao, café, soja, huile de palme, caoutchouc...). Les entreprises importatrices, responsables de leur chaîne d'approvisionnement, devront prouver dès 2024 la <b>traçabilité</b> de leurs produits via des données de géolocalisation des cultures.	Court terme
<b>Energies fossiles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « <b>Name and shame</b> » sur le financement des énergies fossiles par les ONG comme Reclaim Finance, Greenpeace ou les Amis de la Terre, incitant les particuliers à changer de banque (information sur l'empreinte carbone des portefeuilles d'investissement et de l'épargne également véhiculée par des applications comme Rift)</li> <li>• Rapport « Banking on Climate Chaos » relayé par les ONG et la presse</li> <li>• Pression des épargnants et des investisseurs sur le groupe pour qu'il ne vote pas les <b>résolutions climat</b> de TotalEnergies</li> </ul>	Court terme

# 2

Le nouveau périmètre  
fonctionnel et organisation  
de la Direction de  
l'engagement sociétal

# Pour devenir une véritable ligne métier « régalienne », la Direction de l'engagement sociétal doit renforcer ses missions, ses expertises et sa capacité d'animation

Les **enjeux présentent une forte composante opérationnelle**. Ils découlent d'une **accélération** et d'une **pression réglementaire** de plus en plus forte et d'une **matérialisation des impacts et des risques**. Ils appellent une réponse organisationnelle dans le cadre de la création de la direction de l'Engagement sociétal.

- Des **enjeux transverses**, communs à toutes les activités du groupe et intégrés, nécessitant de disposer d'une approche homogène dans le groupe et coordonnée/intégrée entre les métiers régaliens
- Une **matière vivante** à appréhender et à façonner de manière dynamique, nécessitant de disposer de capacités techniques et prospective au fait des derniers développements scientifiques, des capacités d'innovation et d'accompagnement des métiers.
- Une **sensibilité accrue des parties prenantes**, une matérialisation des impacts et risques, et une pression réglementaire accrue qui génèrent une exigence de **normalisation, d'opérationnalisation en lien avec les directions / fonctions / métiers concernés** et de suivi des engagements.
- La nécessité de porter une **communication forte, pro-active et cohérente** pour le compte du groupe sur ces enjeux

## Missions







La Direction de l'Engagement Sociétal **propose le cadre stratégique** de l'engagement sociétal, **traduit** la stratégie et les engagements **en politiques groupe**, elle **supervise** et s'assure de leur **mise en œuvre effective et complète** au sein des activités de l'ensemble du groupe.

Elle **normalise, promeut, anime, coordonne** les **initiatives** du groupe en matière environnementale et sociale pour favoriser la **diffusion la plus complète** d'une approche responsable et durable dans l'ensemble de ses activités et ses **relations avec les parties prenantes**.

Elle est présente dans l'**ensemble** des entités du groupe, est **constituée en ligne métier** et se **coordonne avec les autres métiers régaliens** sur les processus transverses du groupe.

Elle est la **direction référente de la communication** sur les engagements sociétaux, elle **assure une communication pro active** et est **garante de la cohérence des communications** du groupe.

# Les missions à conduire se divisent en six blocs fonctionnels

	<i>Aujourd'hui</i>
 Animation du projet sociétal, véritable « matière vivante » (actualisation, suivi, prospective)	<i>Couvert partiellement</i>
 Référent de l'opérationnalisation du projet sociétal et des engagements pris par le Groupe (Politiques sectorielles, stratégie ESG, cadre d'analyse RSE des produits, protection contre le greenwashing), faire vivre la gouvernance et l'animation RSE dans les instances	<i>Couvert très partiellement</i>
 Accompagnement et animation de la ligne métier, en s'appuyant sur un pool d'expertise comprenant expertise thématique et sectorielle, veille et prospective. Etudes, travaux, relations avec les scientifiques	<i>Couvert très partiellement</i>
 Pôle technique incluant notamment pour les phases de « build » l'analyse des données extra-financières, le développement des modèles d'analyse extra-financière, la contribution aux travaux autour des solutions IT et du project management sur ces champs EF	<i>Non couvert</i>
 Communication externe et relations avec les parties prenantes	<i>Couvert très partiellement</i>
 RSE Crédit Agricole SA et gestion de la gouvernance (Comité spécialisé du Conseil, intervention dans les Conseils des entités, dans les codir etc..)	<i>Couvert partiellement</i>



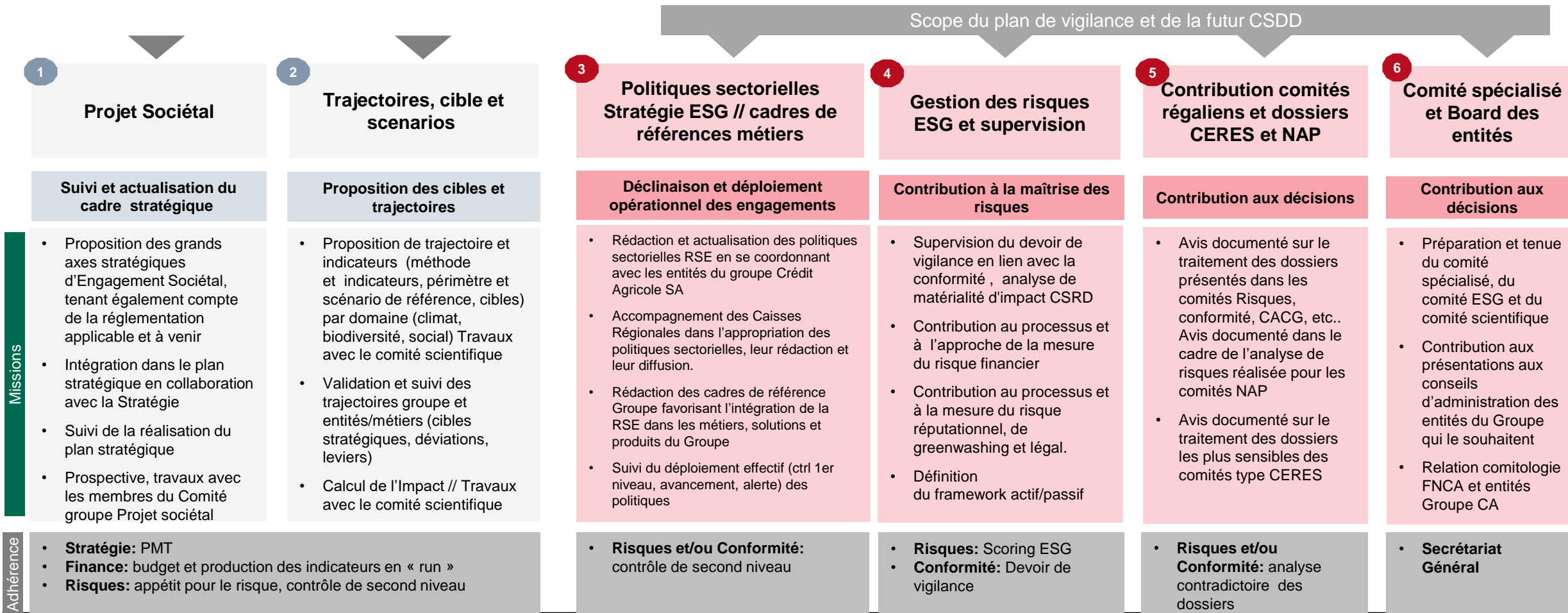
# Détail des blocs fonctionnels (1/3)



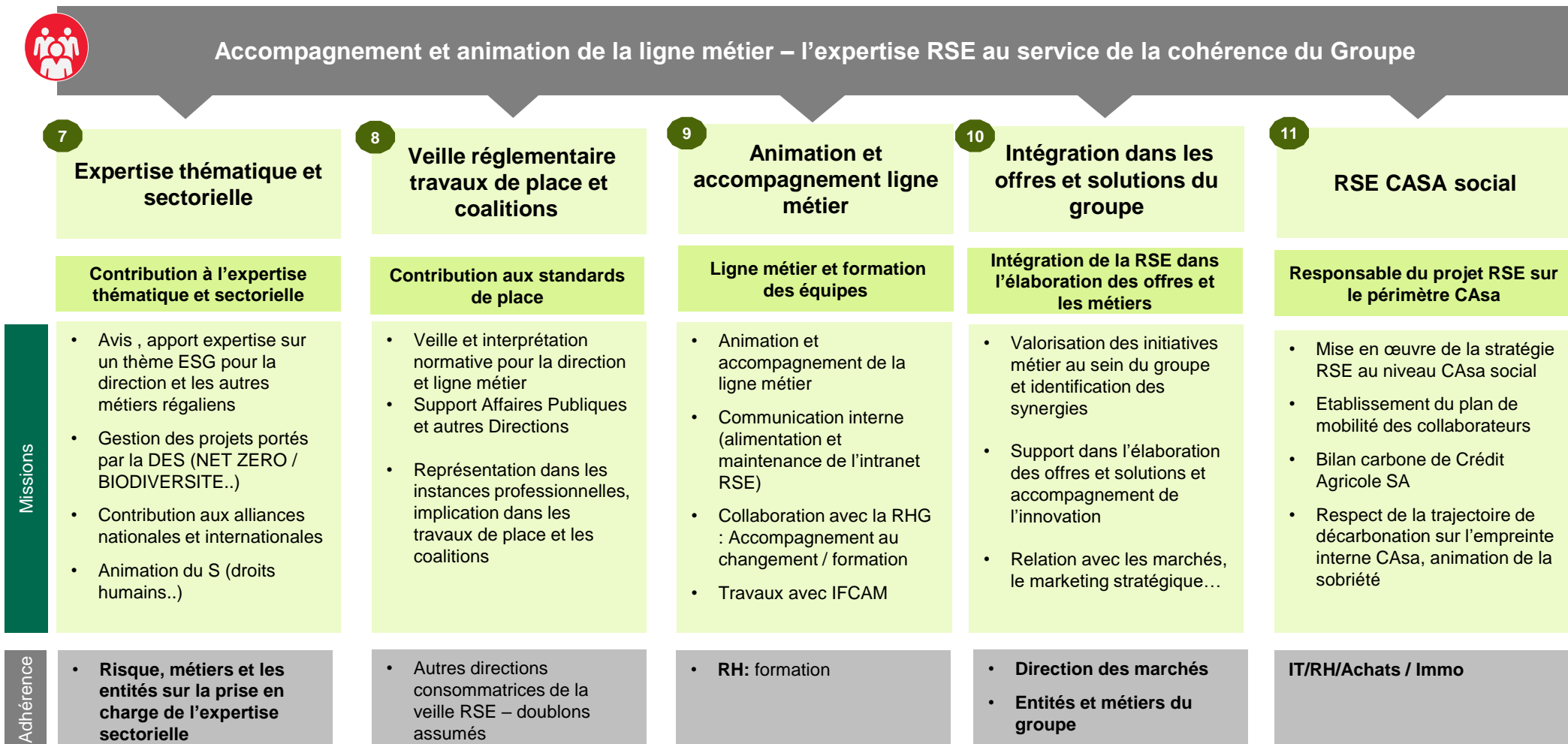
Animation du projet sociétal,  
véritable « matière vivante »



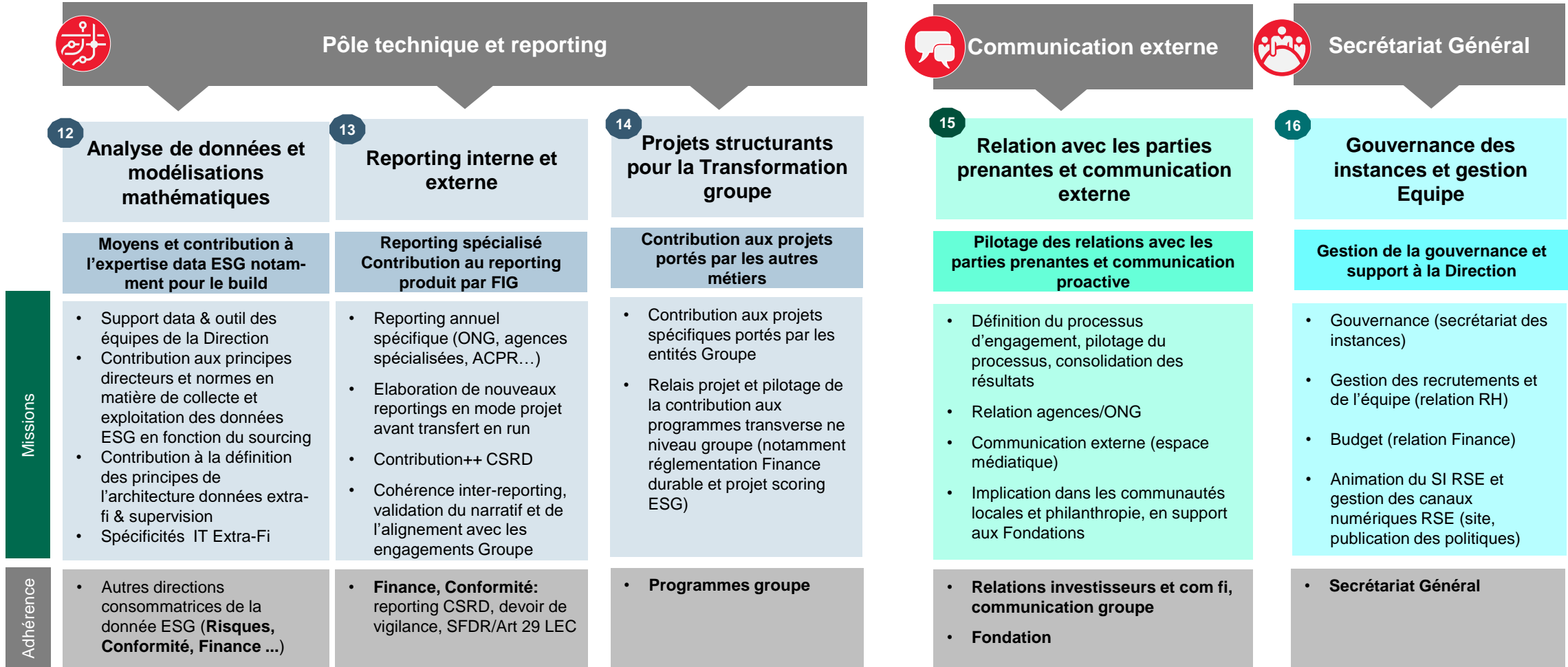
Opérationnalisation du projet sociétal et des engagements



# Détail des blocs fonctionnels (2/3)



# Détail des blocs fonctionnels (3/3)

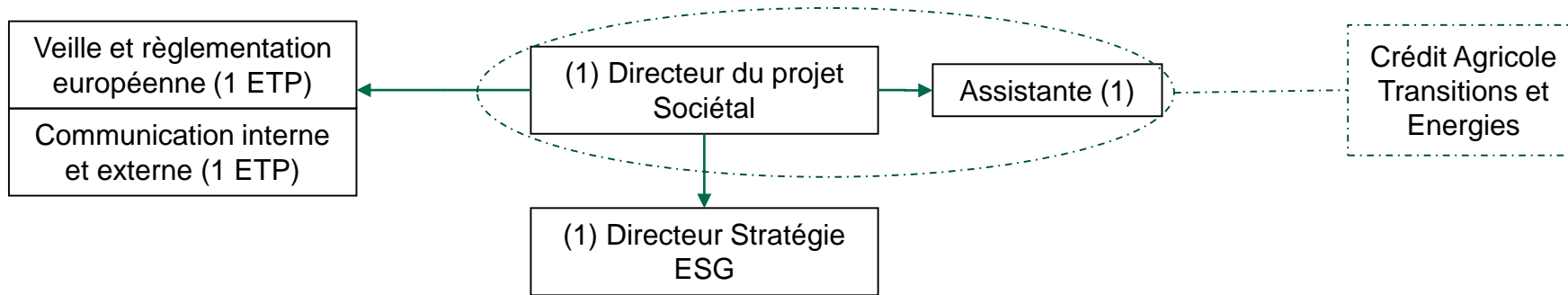


# Les principes du projet d'évolution de l'organisation

---

- **Un projet élaboré dans le cadre d'échanges réguliers avec l'équipe, prenant en compte des travaux et actions du Projet humain mené au 2<sup>ème</sup> trimestre**
- **La création d'un 2<sup>ème</sup> pôle sous la responsabilité d'un 2<sup>ème</sup> directeur / directrice en charge de :**
  - La création / structuration de la ligne métier « Engagement sociétal »
  - L'élaboration des normes ESG du Groupe : politiques sectorielles RSE Groupe, cadre de référence des actifs et passifs durables...
- **La couverture par des compétences dédiées sur certains sujets** aujourd'hui partiellement pris en compte dans l'organisation : devoir de vigilance, RSE de « CAsa social », communication interne / animation ligne métier
- **Le renforcement de l'expertise RSE** : climat, biodiversité, cohésion sociale et droit humains, compétence data / performance ESG
- **La capacité à animer une nouvelle gouvernance métier et à contribuer activement dans les comités du Groupe auxquels la DES participera :**
  - Création des Comité de l'engagement sociétal du Conseil d'administration et Comité de la stratégie ESG
  - Le directeur de l'engagement sociétal devient membre d'un certain nombre de comités de niveau Groupe

# L'organisation actuelle de la Direction du projet sociétal



Périmètre de responsabilité	Effectifs	Périmètre de responsabilité	Effectifs
Stratégie Climat	2	Stratégie ESG / Sociale	1
Biodiversité et nature	1	Relations Agence de notation et ONG	1
Transition marché des particuliers	1	Reporting // DPEF	2
Transition marché des entreprises / pro	1		
Transition marché de l'agriculture	1		
Epargne/ investissement durable	1		



# L'organisation cible de la Direction de l'Engagement sociétal

Total postes existants - à périmètre constant	15	Postes créés	12	<b>TOTAL POSTES 2024</b>	<b>27</b>
---	----	--------------	----	--------------------------	-----------

